



## **Déclaration du parti RDI- Rwanda Rwiza au sujet du troisième mandat du Président Paul Kagame en 2017**

A l'issue de la réunion de son Bureau Politique tenue à Bruxelles (BELGIQUE) en date du 10 janvier 2016, le parti *Rwandan Dream Initiative (RDI-Rwanda Rwiza)* voudrait communiquer au Peuple rwandais et à la Communauté Internationale, ce qui suit.

À l'occasion de ses vœux à la Nation, en date du 31 décembre 2015, le Président rwandais, le Général Paul Kagame, a levé un faux suspense, en rendant publique sa décision de briguer un troisième mandat en 2017, pour se maintenir à la tête de l'Etat comme Président à vie.

Quelques mois auparavant, le Gouvernement rwandais et l'ensemble de l'appareil étatique, sous la houlette du parti unique de fait, le Front Patriotique Rwandais (FPR), avaient procédé à des mises en scène grotesques, visant à préparer le terrain à cette décision illégale et antidémocratique. En effet, des observateurs rwandais et étrangers ont assisté à des "marches organisées" des citoyens se rendant aux deux chambres du Parlement avec des paniers remplis de « motions » réclamant ce troisième mandat taillé sur mesure pour le Président Kagame. Or, les députés et les sénateurs, soi-disant représentants du peuple, ne sont, en réalité, que des thuriféraires du Président Kagame, incapables de s'exprimer librement et de contredire la volonté de leur Chef. Ainsi, de l'avis de notre parti et d'autres observateurs avertis, le vote au Parlement et le résultat du référendum qui s'en est suivi, le 18 décembre 2015, n'étaient qu'une grossière mascarade !

Face à la gravité de ces manœuvres du Président Kagame et de son parti, le FPR, qui ne font qu'empirer une situation socio-politique déjà très tendue, marquée notamment par l'étouffement du processus démocratique au Rwanda depuis la prise du pouvoir par le FPR en juillet 1994, le parti RDI-Rwanda Rwiza, annonce la présente position au peuple rwandais, aux amis du Rwanda et à l'ensemble de la Communauté internationale :

1. Fidèle à son objectif d'instaurer au Rwanda un régime politique basé sur un véritable état de droit, le parti RDI dénonce vigoureusement, en tant que décision illégale, antidémocratique et lourde de conséquences pour le peuple rwandais, cette tentative du Président Kagame de vouloir se maintenir indéfiniment au pouvoir.

2. N'ayant cessé de réclamer la mise en place au Rwanda d'un espace politique pluraliste apte à garantir aux citoyens, l'exercice effectif de leurs droits et libertés fondamentaux, le parti RDI condamne énergiquement et sans réserve, les intimidations dont les Rwandais sont l'objet de la part du pouvoir du FPR-Kagame, qui les obligent à vivre en permanence dans la peur et dans le mensonge savamment entretenus par des services de sécurité omniprésents et d'autres structures occultes dignes d'un état policier d'un autre âge.

3. Conscient de ce que le Président Kagame tente désespérément de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible, en vue d'échapper à la justice pour de graves crimes et délits dont il est coupable, le parti RDI prie le Chef de l'Etat rwandais de privilégier l'intérêt supérieur de la Nation à des visées égoïstes de bas étage, et de permettre une alternance pacifique et démocratique, au risque de replonger le Rwanda dans un chaos et une guerre indescriptibles, que d'aucuns prédisent plus catastrophiques que la tragédie de 1994 et les conséquences dramatiques qui s'en étaient suivies au Rwanda et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs.

4. S'agissant justement de la région des Grands Lacs, le parti RDI reste profondément préoccupé par les visées déstabilisatrices incessantes du Président Kagame à l'endroit des pays voisins du Rwanda, en particulier la RDC et le Burundi. Concernant particulièrement le Burundi, le parti RDI estime que le Président Kagame est très mal placé pour donner des leçons de gouvernance à qui que ce soit et lui demande d'arrêter immédiatement ses ingérences dans les affaires internes de ce pays ami et frère. Il exhorte aussi les différents protagonistes de la crise burundaise, notamment les forces politiques nationales, à un dialogue franc et inclusif, apte à déboucher sur l'arrêt des violences et sur le retour de la paix intérieure.

5. Conscient de l'acuité de la question des réfugiés rwandais et dénonçant la mauvaise foi du régime du FPR-Kagame et le manque de volonté politique de celui-ci quant à la résolution définitive de ce problème, le parti RDI rappelle à l'attention de la Communauté internationale que plus de 350'000 personnes, dont une majorité présente dans des forêts congolaises et dans d'autres pays africains, sont encore privées du droit de retour dans leur pays d'origine. Il exige du Gouvernement rwandais une politique claire en la matière, notamment un plan de rapatriement de tous ces réfugiés dans la sécurité et la dignité, qui serait débattu et suivi d'effet en 2016 entre le Gouvernement rwandais d'une part, et, d'autre part, les représentants de l'Opposition politique et de la Société civile rwandaises, les pays d'accueil des réfugiés, le HCR et d'autres membres de la Communauté internationale concernés.

6. En conclusion, le parti RDI reste fermement convaincu que la situation socio-politique du Rwanda n'évoluera positivement que si les Rwandais, notamment ceux de l'intérieur du pays, se lèvent comme un seul homme pour réclamer publiquement leurs droits sans cesse bafoués par un régime dictatorial préoccupé au plus haut point par le pillage des ressources nationales et celles du Congo voisin. Il encourage le peuple rwandais à sortir de la peur et de la torpeur, et à exiger de façon intransigeante un véritable changement démocratique, prenant à témoin l'opinion nationale et internationale. Par ailleurs, le parti RDI estime que les pays amis du Rwanda et l'ensemble de la Communauté internationale ont aussi un rôle à jouer, notamment en exerçant une forte pression sur le Président Kagame pour qu'il renonce, avant qu'il ne soit trop tard, à sa volonté clairement affichée de se maintenir indéfiniment au pouvoir. C'est d'autant plus opportun que si le Président Kagame devait persévérer dans ses manœuvres, le Rwanda aurait à faire face à une grave crise politique aux conséquences imprévisibles et dangereuses pour le pays et l'ensemble de la région des Grands Lacs.

En tout état de cause, le parti RDI, en collaboration avec d'autres forces désireuses du changement politique tant attendu, continuera à lutter pour l'avènement d'un véritable état de droit au Rwanda. Il se réserve le droit de s'opposer, par tous les moyens légitimes, au retour au Rwanda d'une monarchie dictatoriale maquillée en république par le FPR-Kagame, à coup de manipulations qui n'ont d'égale que sa mauvaise foi légendaire.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 2016.

Pour le parti RDI-Rwanda Rwiza,



**Faustin Twagiramungu**  
**Président**